

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

École Normale Supérieure
Direction Générale des Services
Service des affaires générales
Pôle de la commande publique
45 rue d'Ulm
75005 PARIS



FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DE SONDES POUR SPECTROMETRE RMN A 500 MHz POUR LE DEPARTEMENT DE CHIMIE DE L'ECOLE NORMALE

Procédure adaptée passée en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique

**Date et heure limites de réception des offres : le lundi 25 janvier 2021
à 14 heures**

Visite obligatoire

Règlement de la consultation

Réf : 2021-002

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION</u>	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - TRANCHES	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.6 – MODIFICATION DE CONTRAT – PROCEDURE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLE	3
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	4
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES	4
2.3 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 – VISITE DES LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE	4
2.6 – CONDITIONS RELATIVES A LA CONSULTATION	5
<u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	5
3.1 - CONTENU DU DCE	5
3.2 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
<u>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	5
4.1 - PIECES DE LA CANDIDATURE	6
4.2 - PIECES DE L'OFFRE	7
<u>ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	8
5.1 – CRITERES DE SELECTION	8
5.2 - DOCUMENTS A FOURNIR AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	8
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	9
6.1 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	9
6.2 – COPIE DE SAUVEGARDE	9
6.3 – SIGNATURE ELECTRONIQUE	10
6.4 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE AVEC LE FORMULAIRE DUME	11
<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	12

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières concernent **la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de sondes pour spectromètre RMN à 500 MHz pour le Département de Chimie de l'Ecole normale supérieure.**

1.2 – Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la **procédure adaptée** prévue à l'article R.2123-1 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Le présent marché est constitué d'un lot unique.

1.4 - Tranches

En application de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique, le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranche ferme : Fourniture, livraison, installation de sondes pour RMN à 500 MHz en phase liquide pour tubes de 5mm pour protons et fluor-19 et large bande.

Tranche optionnelle : Fourniture, livraison, installation de sondes pour RMN à 500 MHz en phase liquide pour tubes de 10mm pour protons et large bande.

Le choix d'affermir ou non la tranche optionnelle sera décidé par le service prescripteur de l'ENS, M. Geoffrey BODENHAUSEN ou un membre de son équipe, conformément aux dispositions de l'article R.2113-6 du Code de la commande publique. Le délai maximal d'affermissement de la tranche optionnelle est fixé au 1^{er} mai 2021.

La décision de non affermissement de la tranche optionnelle n'ouvrira pas droit à indemnités pour le titulaire.

1.5 - Nomenclature communautaire

N° **38430000-8** : appareils de détection et d'analyse.

N° **38433000** : Spectromètre

1.6 – Modification de contrat – procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat dans les conditions prévues aux articles R 2194-1 à R 2194-9 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à la procédure de marché négocié sans publicité ni mis en concurrence préalables dans les conditions et les hypothèses limitativement énumérées aux articles R.2122-1 à R.2122-11 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Durée du marché

La durée du marché démarre à compter de sa notification. Le lien contractuel demeure jusqu'à l'extinction de toutes les garanties et maintenances éventuelles.

Délai d'exécution/livraison

Le délai de livraison du matériel est de 8 mois maximum à compter de l'émission du bon de commande. Le candidat dans l'acte d'engagement précise le délai qu'il propose et qui deviendra par la suite contractuelle à la signature du marché.

Il mettra tout en œuvre afin de réduire ce délai de livraison.

2.2 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours (cent-vingt jours)** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. **Le délai de paiement est prolongé tant que les justificatifs demandés n'ont pas été fournis.**

2.5 – Visite des lieux d'exécution du marché

Une visite préalable des lieux est obligatoire, afin de permettre aux candidats d'évaluer objectivement les difficultés particulières des sites, intrinsèquement liées aux modalités de livraison et à la mise en service du matériel.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la non-visite des lieux est éliminatoire.

Une date de visite sera fixée conjointement avec M. Geoffrey BODENHAUSEN. La demande devra être effectuée par mail.

Contact :

M. Geoffrey BODENHAUSEN

Tél : 06 86 59 45 44

Mail : geoffrey.bodenhausen@ens.fr

Une attestation de visite sera délivrée aux candidats, elle devra être impérativement jointe au dossier de remise d'offre du candidat.

NOTA : A noter que les entreprises ayant déjà visités les locaux lors de la précédente consultation 2020-034 (déclarée sans suite pour cause de redéfinition technique des besoins), n'ont pas l'obligation d'assister à l'une de ces visites. Par conséquent, elles devront simplement transmettre le certificat de la visite déjà effectuée.

2.6 – Conditions relatives à la consultation

Le marché sera conclu en Euro. Les offres divers documents et courriers se rapportant au marché devront être rédigées en français.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 - Contenu du DCE

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P)
- DC1 ;
- DC2 ;
- Formulaire de renseignements du candidat ;
- Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, le dossier de consultation des entreprises est **téléchargeable gratuitement à l'adresse électronique suivante** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

3.2 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 jours** ouvrables avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de 7 jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr (référence du marché : 2021-002).

ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.
Les candidatures et offres des candidats seront entièrement rédigées en Français.

En application des dispositions des articles R.2132-12 et 13 du Code de la commande, les offres seront présentées par voie électronique **sur la plateforme des Achats de l'Etat (PLACE)** (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Chaque candidat aura à produire un dossier comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

(Les fichiers correspondants aux différents documents demandés devront obligatoirement être individualisés (pas d'envoi en un seul fichier scanné) et nommés de façon à être identifiables).

4.1 - Pièces de la candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires **DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) - (**dernière version publiée**) ou le Document Unique de Marché Européen (**DUME**) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr et à l'adresse suivante pour le DUME : <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter>.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la **situation juridique de l'entreprise** tels que prévus à l'article R.2143-3 de la commande publique :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux regards des articles L.2141-1 à L.2141.11 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (*incluse dans le DC1 ou sur papier libre*).

Les renseignements concernant la **capacité économique et financière de l'entreprise** tels que prévus aux articles R.2142-6 à 12 du code de la commande publique :

- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (*incluse dans DC2 ou sur papier libre*). Les sociétés de création récente peuvent justifier leur capacité financière par tout autre document équivalent.

Les renseignements concernant les **références professionnelles** et la **capacité technique** de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-13 à 14 du code de la commande publique :

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;

- Une **liste de références prouvant les compétences du candidat dans le domaine concerné** par le présent marché. Les candidats devront en particulier clairement indiquer leurs principales références datées avec montants correspondants dans le domaine de la consultation, ainsi que le nom et les coordonnées d'une personne à contacter au cours des trois dernières années (*sur papier libre à produire en annexe du formulaire DC2*) ;

- Les certifications de qualification professionnelle. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser les prestations pour lesquelles elle se porte candidate.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-4 du code de la commande publique.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables. **Le document devra être obligatoirement rédigé en français.**

NOTA : Avant de procéder à l'examen des offres, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de **produire ou compléter** ces pièces dans **un délai raisonnable et laisser à la discrétion du pouvoir adjudicateur à compter de la demande formulée par le Pôle des marchés publics de l'ENS**. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.2 - Pièces de l'offre

Le marché comprend les pièces suivantes dûment remplies :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes** à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat. **Si l'acte d'engagement est remis signer sous format PDF, celui-ci ne doit pas être verrouillé afin de permettre au pouvoir adjudicateur de signer le document électroniquement,**
- Le cahier des clauses particulières (CCP), ci-joint à accepter sans aucune modification,
- **La décomposition du prix global et forfaitaire complétée et signée, format Excel et PDF,**
- Un mémoire technique devant comportant en particulier les éléments indiqués à l'article 5.1 du présent RC relatif aux critères de sélection des offres,
- Les fiches techniques du matériel et garantie associée,
- Le formulaire de renseignements du candidat.

Les renvois vers d'autres documents ne sont pas autorisés.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Il est rappelé que les conditions générales du candidat s'effaceront devant les dispositions contractuelles du présent marché.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'au stade de la remise de l'offre, il n'est pas exigé que l'acte d'engagement soit signé du candidat. La signature n'est exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché conclu. Il devra donc être, au plus tard, produit après l'attribution du présent marché.

Néanmoins, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, **les soumissionnaires peuvent dès la remise de leur offre, au moment du dépôt de leur pli, remettre leur acte d'engagement complété et signé par une personne dûment habilitée à engager la société.**

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).

ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux, R.2152-13, R.2152-1, R.2152-2, R.2152-3 à R.2152-5 et R.2152-6 à R.2152-8 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et donnera lieu à un classement des offres.

5.1 – Critères de sélection

L'appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse s'opère conformément aux dispositions de l'article R.2152-6 à 7 du Code de la commande publique, en fonction des critères pondérés suivants :

- Les **caractéristiques techniques** valant pour **50%** appréciées conformément aux dispositions techniques mentionnées au Cahier des clauses particulières ;
- Le **délai de livraison** valant pour **10%**, apprécié en fonction du délai proposé dans le mémoire technique et reporté à l'acte d'engagement ;
- **Prix** valant pour à **40 %**, appréciés en fonction des montants indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire

La note de prix est décomposée selon le critère suivant sur 40 points :

Le nombre de points attribué pour ce critère sera obtenu au moyen de la formule suivante :

$$(\text{Offre la moins disante/offre à noter}) \times 40^*$$

(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant forfaitaire porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe financière de l'acte d'engagement), seule le montant annuel HT porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi.

La présente consultation ne fera l'objet d'aucune négociation.

En cas d'égalité, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prépondérant sera classée première.

Lors de l'examen des offres :

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées.

Dans le cas où une ou plusieurs offres présentent des imprécisions, il pourra être demandé aux candidats de préciser ou compléter la tenue de leur offre, sans aucune obligation de la part du pouvoir adjudicateur.

5.2 - Documents à fournir au stade de l'attribution du marché

Le candidat sélectionné et, le cas échéant, ses sous-traitants et/ou cotraitants, pour être définitivement reçu, devra produire, dans un délai qui ne pourra excéder **cinq jours ouvrables** à compter de la demande, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article

R.2143-3 du Code la commande publique et aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le candidat retenu est dispensé de présenter ces certificats s'il les a déjà produits au stade de sa candidature.

Si le candidat ne peut produire ces certificats dans le délai fixé par la personne publique son offre est rejetée. La personne publique présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 – Transmission électronique

Conformément à l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics, depuis le 1^{er} octobre 2018, **la transmission des candidatures et des offres sous forme électronique est obligatoire** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Par conséquent, les envois sous format papier ou sur un support physique électronique ne sont pas autorisés et seront ainsi refusés.

En cas d'envois successifs, l'attention des candidats est attirée sur l'obligation du pouvoir adjudicateur de n'ouvrir que le dernier pli reçu, tous les plis précédents seront rejetés sans avoir été ouverts.

Les plis électroniques doivent être présentés de façon à distinguer les pièces de la candidature et de l'offre (deux fichiers distincts).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.
Le candidat doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .zip, .pdf, .doc et .xls.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès internet du soumissionnaire et la taille des documents à transmettre.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

6.2 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom, clé USB ...) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir », ainsi que le nom du candidat, le numéro de marché, l'identification de la procédure concernée et adressée à l'adresse suivante :

**École normale supérieure
Service des affaires générales
Pôle de la commande publique
45, rue d'Ulm
75005 PARIS**

Les copies de sauvegarde parvenues hors délais, pour quelque motif que ce soit, ne seront pas ouvertes.

La copie de sauvegarde est ouverte lorsque la candidature ou l'offre électronique :

- Contient un programme informatique malveillant (ou virus) ;
- Est réceptionnée hors délai ;
- N'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009. Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

6.3 – Signature électronique

Les candidats peuvent signer électroniquement les candidatures et les actes d'engagement en présentant un certificat de signature électronique qualifié.

Les pièces devront être transmises, de préférence, au format PDF non-verrouillé pour permettre la contre-signature des documents par l'ENS.

Un certificat de signature qualifié doit être délivré soit par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS, soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (eIDAS).

En France, l'organe de contrôle est l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a publié une liste de prestataires habilités disponible via le lien suivant : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, comme tout frais d'accès au réseau.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée peut faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations résultant du règlement eIDAS et de l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics NOR : ECOM1800780A. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité. Les éléments transmis doivent permettre la vérification gratuite de la signature et de l'intégrité de ces derniers, par le pouvoir adjudicateur, en transmettant concomitamment les éléments nécessaires à la vérification de la validité. Dans ce deuxième cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée avec une notice d'explication en français. Pour pouvoir faire une offre électronique, le candidat doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme PLACE.

Le pouvoir adjudicateur s'assurera que chaque document sur lesquels une signature est exigée, est signé par la personne habilitée à engager le candidat. Le candidat doit donc conserver et pouvoir produire les éléments de preuve attestant que la signature électronique utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait valablement engager le candidat. Il s'agira notamment des documents de délégation de pouvoirs de la personne habilitée, des documents relatifs à la possession de la signature électronique et aux caractéristiques de son certificat. À la demande du pouvoir adjudicateur, le candidat devra pouvoir attester qu'il s'agit de la personne habilitée qui a envoyé électroniquement ou validé in fine la transmission électronique des candidatures et des offres. La signature d'un fichier zip n'est pas suffisante si les documents relatifs au marché qu'il contient ne sont pas, eux, signés électroniquement.

NOTA : Il est par ailleurs rappelé qu'une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Rappel : Le signataire est la personne physique au nom de laquelle le certificat est établi. Pour tous les documents pour lesquels une signature est exigée, la signature doit émaner de la personne habilitée à engager la société.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Si les cotraitants n'ont pas habilité le mandataire à les engager contractuellement, chaque membre du groupement doit disposer de la signature électronique pour signer les documents dont le présent règlement impose la signature.

6.4 - Transmission électronique avec le formulaire DUME

Ce marché permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro SIRET. Ce dispositif est ouvert aux candidats disposant d'un numéro SIRET, répondant seuls ou en cotraitance. Il leur permet :

- de candidater sur la plateforme des achats de l'État (Place) grâce à leur seul numéro SIRET, générant un formulaire pré rempli des données de l'administration (raison sociale, forme juridique, dirigeant principal, adresse, chiffre d'affaires s'ils sont disponibles, etc.) et collectant automatiquement auprès des administrations de références (INSEE, DGFIP, INFOGREFFE, ACOSS, etc.), les attestations ou certificats afin de les mettre à disposition de l'ENS.
- de déposer une offre qui n'est pas signée électroniquement.

Le candidat doit compléter ce formulaire en joignant les autres documents constitutifs du dossier de la candidature qui ne seraient pas fournis par le DUME, notamment les informations complémentaires indiquées au point 4.

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **une demande écrite au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres** via le bouton « Poser une question » de la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> (recherche avancée par la référence de la consultation numéro 2021-002).

Renseignements administratifs :

École normale supérieure
Service des affaires générales
Pôle de la commande publique
Chloé SIMON
Mathilde CREPIN
Samuel PRIVAT
Tél : 01 44 32 30 88/ 30 20 / 31 20

Mail : marches.publics@ens.psl.eu

Renseignements techniques :

École normale supérieure
Département de Chimie
Laboratoire de résonance magnétique
Geoffrey BODENHAUSEN
Tél : 06 86 59 45 44

Mail : geoffrey.bodenhausen@ens.fr

La réponse apportée par le pouvoir adjudicateur sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) et sera transmise par cette plateforme dématérialisée (PLACE).

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (adresse mail communiquée) lors du téléchargement du DCE sur PLACE qui dispose :

Attention : *les informations que vous allez saisir sont importantes. Elles vous permettront tout au long de la procédure de recevoir les informations relatives à la procédure : modifications de dates, rectificatifs/compléments au Dossier de la Consultation des Entreprises, etc.*